

Ukraine : le Kremlin annonce le début d'un retrait militaire «planifié»

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 1 heure,
Mis à jour il y a 8 minutes



Le porte-parole du ministère de la Défense russe Igor Konachenkov. *Maxime POPOV / AFP*

LE POINT SUR LA SITUATION - Si les tensions s'accroissent depuis la fin de semaine dernière entre les Occidentaux et la Russie, le ministère russe de la Défense vient d'annoncer le repli des forces russes déployées à la frontière.

Des forces russes déployées à la frontière ukrainienne rappelées dans leurs casernes, Kiev assure que les Occidentaux ont empêché «une escalade» russe, les États-Unis demandent à leurs ressortissants de quitter la Biélorussie ... *Le Figaro* fait le point ce mardi 15 février sur la situation en Ukraine.

Des forces russes retournent dans leur garnison

Le Kremlin confirme le début d'un retrait militaire planifié de troupes russes déployées depuis des semaines près de la frontière ukrainienne, alors que les Occidentaux craignaient une opération militaire imminente. «Nous avons toujours dit qu'après l'achèvement des exercices, (...) les troupes retourneront dans leurs garnisons d'origine. C'est ce qui se passe là, c'est le processus habituel», a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov.

«Les unités des districts militaires du Sud et de l'Ouest qui ont achevé leurs tâches, ont déjà commencé à procéder au chargement sur les moyens de transport ferroviaires et routiers et commenceront à retourner vers leurs garnisons aujourd'hui», a annoncé le porte-parole du ministère de la Défense, Igor Konachenkov,

cité par les agences de presse russes.

Cette annonce est le premier signe d'un recul de Moscou dans la crise avec les Occidentaux qui dure depuis fin 2021. La Russie avait massé depuis décembre plus de 100.000 soldats aux frontières de l'Ukraine, faisant craindre à Kiev une invasion imminente de ce pays. Moscou a toujours démenti toute velléité guerrière mais réclamait des garanties pour sa sécurité, telles que la promesse que l'Ukraine n'intégrera jamais l'Otan, ce que les Occidentaux ont refusé de faire.

À VOIR AUSSI - Ukraine: «*Il y a toujours une chance*» de résoudre la crise, estime la Russie

Ce retrait intervient également avant des pourparlers prévus mardi entre le président russe Vladimir Poutine et le chancelier allemand Olaf Scholz, qui sera reçu au Kremlin après une visite de son homologue français Emmanuel Macron la semaine dernière. Les Occidentaux avaient menacé Moscou de sanctions sans précédent en cas d'attaque de l'Ukraine et les États-Unis et plusieurs autres pays ont déployé de nouvelles forces en Europe orientale. La Russie mène encore des manœuvres conjointes en Biélorussie qui doivent se dérouler jusqu'au 20 février.

Au risque d'irriter le Kremlin, Volodymyr Zelensky a lui réitéré lundi que Kiev voulait rejoindre l'Otan afin de «*garantir sa sécurité*». Mais cette perspective n'est pas à l'ordre du jour, selon les Occidentaux qui, s'ils défendent le droit de l'Ukraine à ambitionner de rejoindre l'Alliance, n'ont jamais fixé aucun calendrier en vue d'une adhésion.

L'Ukraine et les Occidentaux ont empêché «une escalade» russe, selon Kiev

L'Ukraine et les Occidentaux ont réussi à empêcher une escalade russe, s'est félicité mardi le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba, peu après l'annonce du début du retrait militaire russe. «*Ensemble avec nos partenaires, nous avons réussi à empêcher toute nouvelle escalade de la part de la Russie*», a déclaré le ministre.

«*La situation reste tendue mais sous contrôle*», a-t-il ajouté. «*La Russie fait tout le temps toutes sortes de déclarations, voilà pourquoi nous avons une règle: on croira à une désescalade quand on aura vu le retrait*» des troupes. Alors que des médias américains avaient évoqué la date de mercredi comme jour potentiel d'une invasion russe, le président ukrainien Volodymyr Zelensky n'a cessé d'appeler au calme la communauté internationale et sa population. Il a décrété le 16 février «*journée de l'unité*», appelant les Ukrainiens à manifester leur patriotisme en portant les couleurs bleu et jaune du drapeau ce jour-là.

La Norvège renforce son contingent en Lituanie

La Norvège a annoncé mardi l'envoi de «*50-60 soldats*» supplémentaires en Lituanie dans le cadre des mesures de réassurance de l'Otan sur fond de tensions régionales en Ukraine. «*Il s'agit principalement de faire preuve de solidarité envers nos alliés sur le flanc est près de la Russie*», a déclaré le ministre de la Défense, Odd Roger Enoksen, lors d'une conférence de presse.

Déployé immédiatement pour une période de trois mois renouvelable, ce contingent supplémentaire s'ajoutera aux 140 soldats norvégiens déjà présents en Lituanie, sous commandement allemand, dans le cadre d'une mission de l'Otan appelée «*Présence avancée renforcée*». La Norvège doit accueillir dans la deuxième quinzaine de mars l'exercice Cold Response 2022, plus grandes manœuvres militaires de l'Otan dans l'Arctique depuis la fin de la Guerre froide avec la participation prévue d'environ 35.000 soldats.

Les États-Unis appellent leurs ressortissants à quitter la Biélorussie

Les États-Unis ont demandé à leurs ressortissants de quitter immédiatement le Biélorussie, allié de Moscou, en raison des craintes d'une invasion russe en Ukraine. *«En raison d'une augmentation de l'activité militaire russe inhabituelle et préoccupante près de la frontière avec l'Ukraine, les citoyens américains qui se trouvent en Biélorussie ou qui envisagent de s'y rendre doivent savoir que la situation est imprévisible et que la tension est élevée dans la région»*, a averti Washington dans un avis publié lundi.

Cet avertissement intervient le jour même où les États-Unis ont décidé de déplacer leur ambassade en Ukraine de Kiev à Lviv, dans l'ouest du pays, face à *«l'accélération spectaculaire»* du déploiement de forces russes à la frontière. La Biélorussie mène des exercices militaires conjoints avec la Russie non loin de la frontière ukrainienne, où sont massés plus de 100.000 soldats en vue d'une possible invasion. Outre la crainte d'un éventuel conflit militaire, l'avis mentionne le risque de détention, l'application arbitraire des lois et les restrictions à l'entrée sur le territoire liées au Covid-19 comme autant de raisons pour les Américains de quitter le territoire.